LE SONDAGE DU JOUR

La majorité consolide sa position dans les intentions de vote

RAPPEL LÉGISLATIVES 1993	en %	TENDANCE ACTUELLE	INTENTION DE VOTE MOY.	rappel 22-23 avril	TAUX DE FERMETÉ DU CHOIX	rappel 22-23 avril
1,7	EXTRÊME GAUCHE	entre 0,5 et 1,5	1	1,5	-	-
9,1	PCF	entre 9 et 11	10	10	77	83
20,1	PS-DIVERS GAUCHE	entre 26 et 31	28	29	75	81
11,1	ECOLOGISTES	entre 4 et 8	5	5	54	64
44,1	UDF-RPR-DIVERS DROITE	entre 36 et 41,5	40,5	39,5	81	85
12,7	FN	entre 13,5 et 16	15,5	15	89	93

Selon cette enquête réalisée par Ipsos, les 29 et 30 avril, auprès d'un échantillon représentatif de 1 620 personnes âgées de 18 ans et plus inscrites sur les listes électorales, et publiée par* Le Point *(daté 3 mai), la majorité consolide ses positions. Cette tendance renforce, à son profit, les projections en sièges. RPR-UDF-divers droite obtiendraient 331 sièges dans la future Assemblée, contre 245 à la gauche (dont 219 pour le PS et 26 pour le PC). Le FN n'obtiendrait qu'un seul siège.

Le pourcentage élevé d'électeurs indécis accroît l'incertitude quant aux résultats

DANS UN CONTEXTE électoral normal, on estime que les grandes lignes d'un scrutin national se dessinent nettement un mois avant le premier tour. Compte tenu de la dissolution impromptue décidée par Jacques Chirac, faudra-t-il attendre la dernière semaine pour voir se cristalliser le choix des Français ? Ce n'est pas exclu, tant l'attitude des personnes interrogées par sondages paraît encore incertaine et flottante.

Certes, la dernière enquête en date, réalisée par Ipsos pour *Le Point*, marque une consolidation des intentions de vote en faveur de la majorité sortante, qui gagne 1 point, tandis que le Parti socialiste en perd 1 et l'ensemble de la gauche 1,5. Mais les deux sondages précédents, de CSA et Louis-Harris (*Le Monde* du 2 mai), indiquaient un mouvement inverse, et les deux grandes coalitions électorales restent au coude à coude, autour de 40 % d'intentions de vote au premier tour de scrutin.

Tout indique que les dix premiers jours de campagne électorale n'ont provoqué de déclic ou d'élan ni dans l'électorat de la majorité ni dans celui de la gauche. Au contraire, l'indécision semble s'accentuer. Selon Ipsos, la tendance actuelle des intentions de vote en faveur du PS ou de la majorité sortante s'inscrit dans des fourchettes plus larges qu'il y a une semaine. En effet, le taux de fermeté du choix affiché par les personnes interrogées s'est affaissé, quel que soit le parti concerné : il s'est effrité de 6 points pour les candidats de gauche, de 4 points pour ceux de droite et d'extrême droite et de 10 points pour les écologistes.

Au total, deux électeurs sur cinq (en baisse de 3 points en une semaine) restent hésitants et déclarent qu'ils pourraient encore changer d'attitude d'ici au 25 mai. De façon également symptomatique, les souhaits des Français restent très partagés : 42 % d'entre eux souhaitent une victoire de l'actuelle majorité, 38 % un succès de la gauche. Jamais, depuis vingt ans, l'écart n'avait été aussi étroit à trois semaines du premier tour. Enfin, si les sondeurs ont pour l'instant conservé l'hypothèse d'un taux de participation semblable à celui de 1993, ils commencent à envisager un niveau d'abstention plus élevé, ce qui ajoute davantage encore à l'incertitude.

Tout incite donc à présenter avec la plus grande prudence les projections en sièges réalisées par les instituts à partir des intentions de vote de premier tour. Exercice déjà aléatoire en temps normal (*Le Monde* du 29 avril), ce calcul de probabilité se révèle, aujourd'hui, encore plus incertain. Ainsi, l'IFOP a décidé de ne présenter, durant la campagne électorale, que des fourchettes de sièges. De la même manière, si Ipsos affiche une « *moyenne* » des sièges que les partis pourraient remporter le 1er juin, Pierre Giacometti, directeur des études politiques de cet institut, insiste fortement sur la « *valeur relative* » de l'écart d'une centaine de sièges actuellement en faveur de la majorité RPR-UDF.

En effet, dans cent cinquante circonscriptions, l'écart des intentions de vote entre les deux candidats qui arriveraient en tête au premier tour est inférieur à 5 points. Et, parmi ces cent cinquante circonscriptions, trente-cinq « *présentent un profil d'égalité quasi parfaite* ». Or, c'est dans ce gros quart de circonscriptions sensibles que va se jouer le sort des élections législatives. « *On ne mesure aujourd'hui que très imparfaitement l'impact que pourraient avoir les résultats du premier tour auprès des Français, qu'ils aient ou non voté le 25 mai* », ajoute M. Giacometti en guise d'avertissement. Des surprises restent donc possibles.

Gérard Courtois

Défilés syndicaux unitaires « pour l'emploi et la fraternité »

L'ESSAI est largement transformé pour les syndicats. Plus de trente mille personnes (soixante mille selon les organisateurs, vingt-trois mille selon la police) ont défilé, jeudi 1er mai à Paris, pour la première manifestation intersyndicale depuis quatorze ans, lancée sur un double mot d'ordre, le premier de facture classique – « *pour l'emploi, contre le chômage et l'exclusion* » –, le second, plus dans l'air du temps – « *pour l'égalité des droits, la solidarité contre le racisme et la xénophobie* ». Parti de la place de la République vers 14 h 45, le cortège s'est dirigé vers la place de la Nation, sous le soleil, avec les ballons aux couleurs des organisations syndicales présentes (CGT, CFDT, FO, UNSA, FSU). Il était précédé d'une banderole « *1er mai unitaire pour l'emploi et la fraternité* ».

Dans le carré de tête, Louis Viannet, accompagné de la quasi-totalité du bureau de la CGT, était le seul grand dirigeant confédéral présent. Il était cependant entouré par Alain Olive et Jean-Paul Roux, secrétaires généraux de l'UNSA et de la FEN, par Michel Deschamps et Monique Vuaillat, secrétaire générale de la FSU et du SNES. Jean-René Masson, numéro deux de CFDT était présent, tandis que Force ouvrière était représentée par Jacques Mairé (FO-Paris) et Jacques Lemercier (FO-PTT), tous deux opposants à Marc Blondel. Gilbert Zaknine, président de l'intersyndicat des internes, était une des rares personnalités non syndicales présentes dans le carré de tête, la CFDT ayant demandé que les responsables des syndicats non confédérés (Groupe des dix, dont les syndicats SUD) et des diverses associations de lutte contre l'exclusion n'y soient pas admis.

Le secrétaire général de la CGT a salué « *un rassemblement fort et significatif* » et l'« *unité d'action* » des syndicats. Si les « *revendications sur l'emploi, les salaires, la réduction du temps travail, sont toujours présentes* », il y a « *en plus l'objectif de lutter contre la xénophobie, à un moment où le FN essaie d'investir le terrain syndical* », a-t-il souligné.

Les dirigeants syndicaux ont insisté sur le caractère « *strictement syndical* » de ce 1er mai. Alors que le PS avait tenu à « *saluer* » les manifestants, par la présence de trois parlementaires au départ du cortège, cette initiative a été jugée « *déplacée* » par un responsable CFDT. Pour le PCF, Robert Hue s'est glissé parmi les militants CGT du Val-d'Oise. Dans la foulée de la manifestation de Strasbourg du 22 février, la dimension antiraciste était très présente. Des mains jaunes « *Le Pen, touche pas à mon Premier Mai* » et de nombreuses affichettes « *Marianne, la France que j'aime est sans le Pen* » parsemaient le cortège. Scandé notamment par les opposants à Nicole Notat, qui arboraient le badge « CFDT en lutte », le slogan « *c'est pas les sans-papiers, c'est pas les immigrés, c'est Juppé qu'il faut virer* » alternait avec « *F comme fasciste, N comme nazi, à bas le Front national* ».

EN PROVINCE ÉGALEMENT

Au milieu du cortège CGT étaient regroupés les collectifs des sans-papiers. Les étudiants de l'UNEF et UNEF-ID et les lycéens du « Manifeste » revendiquaient être « *tous des enfants d'immigrés* », suivis des associations de lutte contre le racisme (Ras l'front), la Ligue des droits de l'homme, des représentants des marches européennes contre le chômage. Étaient aussi présents les anarchistes de la Confédération nationale du travail, les trotskistes de Lutte ouvrière et de la Ligue communiste révolutionnaire. Comme à Paris, des défilés unitaires syndicaux se sont tenus dans près d'un tiers des grandes villes de province. A Bordeaux, à l'appel des principaux syndicats, trois mille manifestants ont défilé, tandis que Marc Blondel marquait sa différence en participant à un meeting à quelques mètres du cortège. Le secrétaire général de FO a rappelé que « *la fracture sociale est* [un sujet] prioritaire ».

A Nantes, Nicole Notat a été la vedette des « Trente-deux heures pour les trente-deux heures » organisées par l'union régionale CFDT des Pays de la Loire, les 30 avril et 1er mai. Dans son intervention, elle a enfoncé le clou de la réduction du temps de travail en prenant fait et cause pour la loi de Robien : « *Nous disons aux hommes politiques de gauche et de droite tentés de casser cette loi qu'elle a ouvert un espace de négociation collective. Nous leur demandons de porter leurs débats sur l'extension de la réduction du temps de travail et de cesser d'en discuter le principe.* »

Alain Beuve-Méry (avec nos correspondants)

Une opération du DAL stoppée par la police

Droit au logement (DAL) a tenté, jeudi 1er mai, d'installer une vingtaine de familles sans logis ou mal logées dans un immeuble vide de la rue du Bac, à Paris, à proximité de l'hôtel Matignon. Le président du DAL, Jean-Baptiste Eyraud, a expliqué qu'il souhaitait demander aux candidats aux élections législatives « *comment ils comptaient financer le logement social et donner à tous un logement décent* ». Un imposant dispositif policier a immédiatement été déployé. Vers 18 h 30, au moment où l'association Emmaüs déchargeait des matelas, les forces de l'ordre ont chargé violemment, blessant légèrement trois personnes et bousculant la cinquantaine d'enfants présents. L'immeuble a été évacué sans nouveaux heurts, vers 20 h 30.

L'opération a été menée en collaboration avec des militants de la fédération des finances de la CGT. L'immeuble de quatre étages visé par le DAL est vide depuis deux ans ; il appartient à la Caisse nationale de prévoyance (CNP), filiale de la Caisse des dépôts.

Les associations de Vitrolles-Marignane prises de court par la dissolution

VITROLLES
de notre correspondant régional

Les associations vitrollaises ont saisi l'occasion du 1er mai pour manifester dans la rue, pour la première fois depuis l'élection de Catherine Mégret (FN) à la mairie de la ville. A l'appel de la Coordination des associations Vitrolles-Marignane, trente d'entre elles appelaient à un défilé à 9 h 30. En tête des 400 manifestants marchait une délégation d'une quinzaine de « *licenciés de la mairie* » suivie d'une banderole unitaire ; puis venaient la CFDT et, notamment, le MRAP, Ras l'Front ou le Mouvement démocratique vitrollais (MDV), dont c'était la première apparition. La manifestation avait été appelée au nom de « *défense de l'emploi* » à la mairie de Vitrolles et de Marignane, « *pour le combat contre la précarité et le chômage* », « *pour l'égalité des droits et contre l'exclusion* », « *pour la défense de la démocratie et des valeurs républicaines* ». L'union locale CGT, pourtant partie prenante du collectif, avait affrété trois cars pour le défilé de Marseille organisé par l'ensemble des organisations syndicales à l'exception de FO, qui a regroupé environ 15 000 personnes.

A 12 h 30, un « *pique-nique géant* » était convoqué dans le parc du Griffon. Un gros millier de pique-niqueurs ont investi l'ombrage des pins et des jeunes platanes : les marcheurs vitrollais, auxquels s'étaient jointes des délégations venues de Marseille et des alentours, parmi lesquelles celle de Martigues, ville communiste de l'étang de Berre, où vient de naître un collectif contre le FN et les idées d'extrême droite, Ensemble citoyens, qui avait mobilisé plusieurs centaines de personnes le matin même. Le candidat communiste de la 12e circonscription, Alain Hayot, était présent, tandis que le candidat socialiste, Henri d'Attilio, maire de Châteauneuf-lès-Martigues, est passé y expliquer comment il poursuivrait son travail de terrain « *pour battre encore une fois Mégret, après avoir battu Stirbois* ».

Regroupés sur la base d'activités spécifiques ou de quartiers, ces associations anti-Front national qui fleurissent se réjouissaient du succès de leur première apparition publique. Mais les discussions, autour des repas froids, allaient bon train sur les suites à donner à cette initiative, dont la tenue avait été prévue avant la dissolution surprise de l'Assemblée nationale. Celle-ci force à des choix politiques immédiats qu'elles sont d'autant moins prêtes à assumer qu'elles sont toutes très remontées contre les responsables de la gauche locale. Le tout nouveau MDV, par exemple, qui diffusait son premier journal jeudi, regroupe des militants qui veulent « *contruire une alternative politique de gauche fondée sur la participation des citoyens* ». Mais il a décidé, à l'instar des autres groupes, de ne pas se lancer dans ces législatives anticipées. Cela inquiétait les candidats, et singulièrement ceux du PS.

Michel Samson

L'écho de la montagne, vos enfants l'ont-ils déjà entendu?

Pour tout savoir sur vos vacances familiales en Autriche, adressez-vous à l'Office National Autrichien du Tourisme, B.P. 475, 75366 Paris Cedex 08, Tél.: 01.53.83.95.20, Fax: 01.45.61.97.67, Minitel: 3615 Autriche (1,29 FF/min.), Internet: http://austria-info.at/

Autriche. Changez de rythme.

Autriche

Le Parti socialiste propose « un nouveau pacte démocratique »

Le premier secrétaire du PS, Lionel Jospin, a présenté, vendredi 2 mai, le programme de son parti pour les élections législatives, trois jours après l'adoption par le RPR et l'UDF de leur plate-forme électorale intitulée « Un nouvel élan pour la France »

Le Parti socialiste a présenté, vendredi 2 mai, lors d'une réunion de son conseil national élargi à ses candidats, son programme électoral intitulé *« Changeons d'avenir, nos engagements pour la France »*. Tiré à six millions d'exemplaires, ce document est introduit par un texte rédigé par Lionel Jospin sur *« un choix de civilisation »*. *« Revenir au capitalisme du XIXe siècle ou construire une société de progrès et de solidarité pour le XXIe siècle : tel est l'enjeu de l'élection qui vient. »* Le programme du PS s'articule autour de vingt-deux engagements, comme la création de 700 000 emplois pour les jeunes, la semaine de 35 heures, la baisse de la TVA et le relèvement du barème de l'ISF. Nous publions ci-dessous, en exclusivité, de très larges extraits du programme socialiste. Nous publions également le programme RPR-UDF, intitulé *« Un nouvel élan pour la France »* (lire page 9), qui a été adopté par le comité politique réunissant les principaux dirigeants des deux formations de la majorité.

DOUZE MOIS de réflexion, dix jours de travail d'écriture et de mise en forme : le programme électoral du Parti socialiste, présenté vendredi 2 mai lors d'un conseil national élargi aux candidats sous le titre « Changeons d'avenir, nos engagements pour la France », a été achevé lors d'une ultime réunion, au domicile de Lionel Jospin, dans la nuit du 30 avril au 1er mai. C'est une petite cellule qui s'est activée sur ce document, comprenant autour de M. Jospin, qui a rédigé personnellement l'introduction sur *« un choix de civilisation »*, deux secrétaires nationaux – Pierre Moscovici et Manuel Valls – et plusieurs collaborateurs du premier secrétaire, au premier rang desquels Claude Allègre et Aquilino Morelle, un jeune énarque docteur en médecine.

L'équipe chargée de la plate-forme programmatique a apporté son concours, notamment Jean Glavany pour tout ce qui concerne la jeunesse. Le PS a également pris les conseils de publicitaires, et en particulier de Jacques Séguéla et d'un de ses collaborateurs, Stéphane Fouks. Ce texte de seize pages, qui joue sur les couleurs verte et orange, tiré à six millions d'exemplaires, sera dès le 2 mai disponible sur Internet.

Sur le fond, le programme ne comporte pas d'innovation majeure. Il est la synthèse des trois conventions thématiques de 1996 – sur l'Europe, la démocratie et la politique économique et sociale – et des rapports sur la sécurité et l'immigration. Il comprend quatre parties : « Changeons la politique économique et sociale » ; « Changeons la vie quotidienne des Français » ; « Changeons l'Europe » ; « Changeons notre démocratie ». Plus précisément, les engagements sont au nombre de vingt-deux, l'objectif étant, selon la courte conclusion rédigée par M. Jospin, de proposer *« un nouveau pacte démocratique aux Français »*. *« Pour réussir, un préalable s'impose : faire reculer le chômage. Voilà pourquoi nous voulons changer de modèle de développement et faire naître un nouvel humanisme économique pour la France »*.

Au chapitre économique, le PS reprend ses objectifs de création de sept cent mille *« vrais emplois »* – sans indication de durée – et de réduction de la semaine de travail à trente-cinq heures, en précisant que cela sera fait par la négociation et *« progressivement »*, l'impulsion étant donnée par une loi-cadre. Sur la fiscalité, le PS se prononce pour un relèvement du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune. Le but est de stabiliser les prélèvements obligatoires puis de *« les diminuer »* et de réduire les prélèvements sociaux *« pesant sur le travail »*. Des états généraux de la santé sont annoncés, ainsi qu'un programme de relance du logement social, tandis que l'accent est mis fortement sur la sécurité. Plus franchement que cela avait été dit jusqu'à présent, le texte indique : *« Nous supprimerons les lois Pasqua-Debré. »* L'objectif est de réguler et de contrôler les flux d'immigration. La question du droit de vote des étrangers aux élections locales n'est pas évoquée. Sur l'Europe, le PS se présente comme *« le parti de François Mitterrand et Jacques Delors »*. Prudemment, il parle aussi, sans s'avancer davantage, du rétablissement d'un *« contrôle administratif »* des licenciements.

Michel Noblecourt

« Changeons d'avenir, changeons de majorité : nos engagements

À MOINS de mille jours de l'an 2000, les élections des 25 mai et 1er juin prochains vont décider de l'avenir de la France. Par respect des Français, nous voulons que cette campagne permette un vrai débat d'idées qui éclaire pleinement votre choix. Par respect des Français, nous voulons que notre programme soit autant d'engagements. Tous ces jours qui viennent, nous les consacrerons à en parler avec vous. Pour vous convaincre, non seulement de la nécessité pour la France de changer de politique, mais surtout de la chance qui s'offre à vous de changer d'avenir.

Lionel Jospin

L'ENJEU DE CES ÉLECTIONS : UN CHOIX DE CIVILISATION

Le président de la République a dissous l'Assemblée nationale par convenance. Les Français doivent répondre en exprimant leurs convictions. Les élections législatives leur donnent l'occasion de se prononcer sur un choix de civilisation. Quel monde voulons-nous laisser à nos enfants ? Quelle Europe voulons-nous construire ? Quelle France voulons-nous proposer comme modèle ?

La France de demain doit être libre, forte et généreuse ; elle doit prendre sa pleine part à la construction d'une véritable communauté internationale, œuvrer partout où elle le peut pour la paix, parler en pensant aux Etats les plus pauvres, militer pour l'indispensable prise en compte de l'environnement dans le développement économique. Cela commence en Europe.

Deux conceptions de l'Europe s'affrontent. L'une, fondée sur la déréglation, la fin du service public et l'austérité pour les peuples, est celle de la droite. L'autre, que nous avons toujours défendue, est celle d'une Europe indépendante, tournée vers le progrès, l'amélioration des conditions de vie et d'emploi, l'affirmation d'un modèle social, la fidélité à notre civilisation. Aujourd'hui, les vrais Européens sont ceux qui refusent de laisser l'Europe glisser vers un ultra-libéralisme qui conduit inéluctablement à la dissolution de l'Union européenne. Construire une Europe politique, au service de la démocratie, de la croissance et de l'emploi, c'est rester fidèle à toute l'histoire de la construction européenne.

La mondialisation qui a saisi l'économie est une véritable mutation du capitalisme. Si elle n'est pas maîtrisée, elle nous projettera dans l'économie du XXIe siècle, mais en rétablissant des rapports sociaux dignes du XIXe siècle. La République est aujourd'hui menacée dans ses valeurs mêmes : la Liberté, l'Egalité, la Fraternité. La droite veut engager notre pays dans la voie du capitalisme dur. Pour justifier cette option, elle avance l'alibi de la « nécessaire adaptation » aux exigences nouvelles de la concurrence internationale. Quand une entreprise annonce des licenciements, la Bourse s'envole : voilà la logique de ce capitalisme.

Sans résignation, ni scepticisme, les socialistes ont la volonté politique non de refuser les évolutions en cours, mais de les maîtriser. Nous voulons entrer de plain-pied dans l'économie du siècle prochain, mais dans le même temps bâtir le modèle de société du XXIe siècle. Nous avons besoin d'efficacité économique, mais inscrite dans la solidarité nationale. L'entreprise est immense, mais rien ne nous fera y renoncer.

Revenir au capitalisme du XIXe siècle ou construire une société de progrès et de solidarité pour le XXIe siècle : tel est l'enjeu de l'élection qui vient.

Plus de chômage, plus d'inégalités, plus d'impôts, plus d'exclusion, plus de précarité, voilà la « facture sociale » de la droite. La droite a échoué. Jamais, en si peu de temps, la situation économique et sociale ne s'était autant dégradée dans notre pays. Même si elle le dément, cette même droite prépare une purge libérale. Réduction des emplois publics, accélération des privatisations, démantèlement des services publics, remise en cause de la protection sociale : continuer ainsi, c'est accepter de poursuivre en l'aggravant une politique qui échoue depuis quatre ans.

Un choix clair vous est donc offert : d'un côté, une société dominée par le libéralisme qui conduit inévitablement au règne sans contrôle de l'argent. De l'autre, une société moderne, fidèle à ses valeurs fondamentales, dans laquelle l'intérêt général est placé au-dessus de l'intérêt financier. Une société où l'homme est au cœur de l'économie. Aujourd'hui, le pouvoir demande aux Français un blanc-seing pour avoir les mains libres pendant cinq ans. Pour gagner ces élections législatives, il tente de rééditer la manœuvre de la campagne précédente, celle de 1995 : avancer masqué, préparer une politique ultralibérale tout en revenant, le temps de l'élection, au discours des promesses.

Nous avons exercé le pouvoir pendant dix ans. Fiers des réformes que nous avons accomplies – abolition de la peine de mort, cinquième semaine de congés payés, retraite à 60 ans, RMI, modernisation de l'économie, libération des médias, décentralisation, priorité donnée à l'éducation et à la culture – nous reconnaissons aussi nos échecs. Nous en avons tiré les enseignements. Notre démarche politique, rénovée, reste ancrée dans trois convictions :

– Nous voulons remettre l'Homme au centre de l'économie.

– Nous voulons remettre la France en marche : en créant des emplois, en diminuant la durée du travail, en rendant du pouvoir d'achat aux Français.

– Nous voulons reconquérir l'avenir : par la priorité à l'éducation, à la recherche, à la culture, à la santé, à l'environnement.

La droite a confisqué tous les pouvoirs. Sauf un, le plus important : le pouvoir de changer d'avenir. Les Français doivent l'utiliser, maintenant.

1) CHANGEONS LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

(...) Il faut changer d'avenir en faisant émerger une nouvelle logique économique qui, sans accroître les déficits publics ni relancer l'inflation, permette une plus juste répartition des richesses entre tous les Français. Avec un objectif prioritaire : l'emploi.

Parce que le chômage n'est pas une fatalité. Aujourd'hui, l'Etat dépense des sommes considérables pour favoriser l'emploi des jeunes, qui ne font qu'entretenir le cercle vicieux de la précarité : petits boulots, CDD, « stages » de formation... En simplifiant drastiquement ces aides, sans augmenter les dépenses publiques, notre objectif est de créer 700 000 vrais emplois pour les jeunes, pour moitié dans le secteur public, pour moitié dans le secteur privé.

Ces vrais emplois, payés avec un vrai salaire, seront la première étape de l'insertion dans la vie professionnelle.

Tous les exemples historiques indiquent que seul un engagement de la puissance publique peut venir à bout d'un chômage massif. Un budget maîtrisé, réorientant la dépense publique vers l'emploi, sera un puissant levier d'action.

Aujourd'hui, la machine permet des gains énormes de productivité, dont l'Homme doit bénéficier. Nous proposons de ramener progressivement la durée légale du temps de travail de 39 heures à 35 heures, sans diminution de salaire. Cela se fera par la négociation entre partenaires sociaux, l'Etat ayant pour rôle de donner le cap et de fixer le calendrier. Une loi-cadre, qui aura également pour objet de lutter contre les horaires abusifs et les heures supplémentaires, donnera l'impulsion à ce mouvement historique. Pour investir, les entreprises françaises ne manquent pas d'argent, car leurs profits sont élevés ; ce qui leur fait cruellement défaut, ce sont les débouchés.

Notre première priorité est de libérer du pouvoir d'achat pour ceux qui en ont le plus besoin, grâce à une Conférence nationale sur l'emploi, les salaires et la durée du travail, qui relancera la négociation collective.

Préparer l'avenir, c'est s'engager résolument dans la grande compétition économique et culturelle de demain. L'intelligence sera à la fois l'enjeu et la richesse du XXIe siècle.

(...) Construire l'Université du futur. Non seulement nous reprendrons l'effort ralenti par la droite, mais nous l'amplifierons. La formation en alternance sera petit à petit mise en place. Les formations générale et professionnelle seront étroitement associées. Enfin, nous ferons éclore la grande université européenne de demain.

Relancer l'effort de recherche. Cet effort est indispensable pour le développement d'un pays moderne. Nous devons aller vers l'objectif de 2,5 % du PIB pour le budget national de la recherche. (...)

Fasciné par les grandes entreprises, notre pays oublie souvent que sa richesse réside tout autant dans ses milliers de PME. Plus créatrices, elles sont aussi plus fragiles. Demain, les emplois créés le seront surtout par des petites entreprises et des services nouveaux. La croissance naîtra de l'innovation, de la créativité, de la souplesse des entrepreneurs. Il faut libérer les énergies, et avant tout celles des PME. L'Etat doit tout faire pour y parvenir.

Nous développerons une fiscalité favorable à l'investissement à risque, à une épargne mobilisée pour les fonds propres des PME. Nous simplifierons les procédures administratives pour les jeunes entreprises. Nous investirons dans l'intelligence à travers un soutien massif à la recherche publique comme privée et grâce à des aides importantes à l'innovation et à la formation. Nous investirons dans la création grâce à une politique active de « capital-risque » et à un appui aux PME qui développent les nouvelles technologies.

En France, l'impôt pèse trop sur les classes moyennes et frappe plus le travail que le capital. Nous voulons stabiliser les prélèvements obligatoires, puis les diminuer, et rendre l'impôt plus juste. Nous engagerons des réformes de structure favorisant le travail par rapport au capital en accordant la priorité au pouvoir d'achat des ménages.

Pour augmenter le pouvoir d'achat en diminuant les prélèvements qui pèsent sur les salaires et sur les petites retraites, une CSG élargie et réformée sera substituée à toutes les cotisations salariales maladie, dans des conditions qui profiteront à l'immense majorité des retraités. Pour favoriser l'emploi, nous diminuerons les prélèvements sociaux pesant sur le travail. Nous modifierons progressivement l'assiette d'une partie des cotisations patronales, en les faisant reposer sur l'ensemble de la richesse produite par les entreprises et non sur le seul travail. De même, la part de la taxe professionnelle pesant sur les salaires sera réduite. Nous allégerons la TVA sur les produits de première nécessité et accroîtrons le dégrèvement social de la taxe d'habitation, afin de concentrer les baisses d'impôts sur les revenus modestes et moyens. Nous instaurerons une contribution plus juste du capital à la solidarité nationale en relevant le barème de l'impôt de solidarité sur la fortune. Enfin, nous lutterons efficacement contre la fraude fiscale.

> « Nous supprimerons les lois Pasqua-Debré. Nous rétablirons le droit d'asile et le code de la nationalité dans sa version républicaine »

2) CHANGEONS LA VIE QUOTIDIENNE DES FRANÇAIS

(...) Menacer la Sécurité sociale au nom de la réforme : telle est la politique conduite par la droite. Réformer la Sécurité sociale pour la préserver : tel est le projet des socialistes.(...) Nous réunirons des Etats généraux de la Santé pour examiner de façon claire et concertée les objectifs et les moyens d'une vraie réforme, profonde et durable. (...)

Nous voulons maîtriser les dépenses de santé mais de façon négociée et qualitative, afin de réduire les gaspillages, de favoriser une meilleure prise en charge des soins actuellement mal remboursés, comme les soins dentaires et la lunetterie.

L'égalité d'accès aux soins sera assurée par la création de la couverture maladie universelle et la gratuité des soins pour les ménages à faibles revenus. La sécurité des soins et la santé de la population seront renforcées grâce à une meilleure coordination des soins par le développement des réseaux et filières de soins, la promotion du service public hospitalier, une régionalisation progressive du système de santé.

Mais la santé c'est, avant tout, la santé publique. Nous lui donnerons la place qu'elle mérite. Médecine scolaire, médecine du travail, médecine préventive : autant de priorités. Le rôle du médecin généraliste sera accru. La protection des Français sera assurée grâce à une agence de la sécurité sanitaire qui aura en charge la surveillance de l'alimentation, de l'eau, de l'air, des médicaments et des produits biologiques.

« La retraite est le patrimoine de ceux qui n'ont pas de patrimoine. » Le plan Juppé visait, sans la moindre concertation, à la remettre en cause. Les fonds de pension votés par la droite vont gravement déstabiliser les retraites par répartition et accentuer les inégalités entre Français.

Nous consoliderons le système de retraite par répartition, celui de tous les Français, en concertation avec l'ensemble des partenaires sociaux.

Nous revaloriserons les pensions de reversion des Français les plus modestes. Nous alignerons l'évolution des pensions sur celle des salaires nets.

Disposer d'un toit est la condition de l'autonomie de la personne. (...)

Nous engagerons le remodelage complet des quartiers construits après-guerre et qui sont aujourd'hui en pleine dégradation. La dignité de nos concitoyens qui y habitent l'exige. Nous nous fixons l'objectif de 300 000 réhabilitations et de 150 000 logements neufs par an. Nous faciliterons une accession sociale à la propriété.

La montée de la violence contre les personnes et les biens inquiète légitimement nos concitoyens. (...)

Nous donnerons la priorité à la sécurité de proximité en affectant, dans le cadre des emplois de proximité, 35 000 personnes à des contrats locaux de sécurité. Par redéploiement, 10 000 fonctionnaires de police seront affectés à cette mission prioritaire et 5 000 seront recrutés, pour un total de 50 000 agents supplémentaires.

Pour être respectée comme elle le mérite, la police doit être irréprochable.

Nous créerons une instance indépendante de contrôle de la police, associant des magistrats et des policiers, afin de faire respecter la déontologie policière. Cette instance pourra être saisie par les citoyens. La sécurité des Français suppose également de lutter efficacement, au niveau européen, contre les grands trafics et contre la corruption.

Nous mettrons en place un espace judiciaire européen commun offrant aux magistrats la possibilité de remplir leur mission sans être empêchés de le faire par les réglementations nationales.

L'annonce de la suppression de 5 000 postes à l'Education nationale traduit mieux que tout discours la politique de la droite. La France a besoin de plus de professeurs, de plus d'éducateurs. Nous voulons faire de l'éducation la première priorité budgétaire. Notre objectif est d'abord de conforter l'école de la République, creuset de l'intégration, garantie de l'égalité des chances.

Nous proposons de répartir l'encadrement selon le principe de discrimination positive qui nous a conduits aux ZEP. Nous voulons libérer les initiatives des enseignants en multipliant les projets et les contrats d'établissement.

Nous augmenterons l'aide aux IUFM et en particulier aux bourses d'élèves-professeurs. Nous proposons d'adapter les rythmes scolaires au niveau de la commune ou du groupement de communes dans le cadre d'options définies nationalement.

Nous renforcerons l'enseignement professionnel au sein du service public d'éducation par un partenariat systématique (avec les entreprises et les administrations) comportant la généralisation de l'alternance sous statut scolaire ou par apprentissage. Nous relancerons, dans l'enseignement supérieur, la politique engagée de 1988 à 1993 (plan « Université 2000») et que la droite a gelée depuis : refonte des premiers cycles universitaires autour d'un dispositif d'orientation souple, rationalisation des formations technologiques supérieures.

Vieux pays d'immigration, la France veut maîtriser le flux de nouveaux travailleurs immigrés. Elle doit dans le même temps rester le pays du respect des droits de l'homme. (...)

Nous supprimerons les lois Pasqua-Debré. Nous rétablirons les droits fondamentaux au mariage, à la vie en famille et le droit d'asile, ainsi que le code de la nationalité dans sa vision républicaine. Les résidents étrangers retrouveront leur droit au renouvellement de leur carte de dix ans. Nous développerons de nouveaux moyens de lutte contre l'immigration irrégulière et sanctionnerons vigoureusement les entreprises qui ne respecteront pas la loi. Nous instituerons avec les Etats d'origine une politique de coopération, afin de réguler et de contrôler les flux d'immigration.

La politique économique doit se montrer respectueuse des grands équilibres écologiques. (...)

Nous donnerons la priorité aux transports collectifs par le développement du service public du rail, le développement des transports en commun en ville, par l'incitation au transport de marchandises par le rail. Nous rééquilibrerons la fiscalité des différents carburants en fonction de leur caractère plus ou moins polluant.

Nous réorienterons la politique énergétique de la France en instaurant un moratoire sur la construction de réacteurs nucléaires, en augmentant les incitations aux économies d'énergie et au développement des énergies renouvelables. Nous fermerons le surgénérateur « Superphénix ». Nous abandonnerons le projet de canal à grand gabarit Rhin-Rhône-Saône.

pour la France »

(...) Nous porterons le budget de la culture à 1 % du budget de l'Etat. Nous maintiendrons un service public fort, diversifié et accessible à tous et soutiendrons le développement des chaînes thématiques développées grâce à la technologie numérique. Nous démocratiserons l'accès au multimédia. (...)

L'agriculture française a su relever le défi de la modernisation et de l'exportation. Pourtant, la crise de la « vache folle » a révélé au grand public ce que les socialistes affirment depuis longtemps : le modèle d'agriculture intensive, fondée sur la productivité à outrance, doit être dépassé. Il faut renouer avec une agriculture plus extensive, tournée vers la qualité. (...)

Nous proposons de diversifier nos modèles de production, de favoriser la pluri-activité, de mieux répartir les « droits à produire », de développer et professionnaliser les nouvelles activités d'accueil. Les principes de la modulation et du plafonnement des « aides directes » devront être au centre de la PAC, que l'adhésion des pays de l'Est ne pourra remettre en cause. Nous donnerons la priorité à l'installation de jeunes agriculteurs, plutôt qu'à l'agrandissement des exploitations.

Conscients de la richesse qu'elle représente pour la France, nous proposons à l'outre-mer un nouveau pacte républicain, pour le développement, la solidarité et l'égalité des chances. (...)

Nous favoriserons, dans le respect des accords de Matignon de 1988, la négociation d'un nouveau statut pour la Nouvelle-Calédonie, permettant son accession à la souveraineté, selon le rythme et les modalités fixés par les partenaires locaux. Avant l'an 2000, Mayotte sera appelée à choisir son statut au sein de la République.

Des services publics de qualité, garantissant à tous l'égalité d'accès et de traitement, à Paris ou en province, dans les villes ou les campagnes : voilà ce que les citoyens sont en droit d'attendre de l'Etat. Sécurité, éducation, transports, santé, poste, télécommunications : ces services publics doivent être garantis à tous les Français. Nous considérons que « le service public à la française » est un exemple.Nous refusons la privatisation des services publics et leur transformation en objet de profit. Nous voulons préserver l'avenir des services publics, mais en les rénovant. Plus efficaces, plus proches des citoyens, plus responsabilisés : c'est ainsi que nous les voulons à l'avenir.

3) CHANGEONS L'EUROPE

Un Euro, oui, mais pour quoi faire? De la réponse à cette question, dépend l'avenir de l'Europe et celui de la France.

La France, qui fut à l'origine du projet d'une monnaie unique européenne, doit reprendre l'initiative politique.

Il faut à la France une politique qui préserve ses intérêts. Nous voulons construire l'Europe, mais sans défaire la France.

Plus que jamais, le Parti Socialiste le parti de François Mitterrand et de Jacques Delors reste le parti de l'Europe. Mais pas de n'importe quelle Europe.

Fidèles à toute l'histoire de la construction européenne, nous nous opposons à sa dérive libérale.

Nous voulons une vision politique et non technique de l'Europe. Nous voulons une approche dynamique et non comptable de l'Europe.

Nous posons quatre conditions au passage à l'Euro:

– la création de l'Euro ne saurait exclure ni des pays fondateurs de l'Europe, ni des pays qui sont devenus des piliers de l'Union européenne.

Nous voulons que la monnaie unique soit celle de toute l'Union européenne. Les adhésions de l'Italie et de l'Espagne nous paraissent nécessaires et possibles, ainsi que celle du Royaume-Uni, s'il le souhaite.

– si l'on veut que la monnaie unique soit un succès, rencontre l'adhésion des peuples, à commencer par le nôtre et ne s'identifie pas à la stagnation économique et à la régression sociale, l'Europe doit être sociale et politique. Nous voulons, par conséquent, que les relations entre les pays participant à l'Euro soient fondées, non sur un pacte d'austérité, mais sur un pacte de solidarité et de croissance, permettant une politique pour l'emploi et le progrès social.

– pour rétablir la politique et la démocratie dans leurs droits, il faut, à côté de la Banque centrale européenne: un gouvernement économique européen. Représentant les peuples, il aura la charge de coordonner les politiques économiques des Etats de l'Union.

– pour construire la nécessaire stabilité monétaire, les parités entre grandes devises doivent être équilibrées. Il faut prévenir toute forme de dumping monétaire. Nous ne voulons pas d'un Euro surévalué par rapport au dollar ou au yen.

L'élargissement de l'Union est souhaitable, mais il doit être préparé avec sérieux. C'est l'intérêt des pays candidats eux-mêmes que d'entrer dans une Europe renforcée.

Il ne sert à rien de promettre à ces pays leur adhésion dans l'Union pour l'an 2000. Il faut d'abord que soient réunies les conditions de cette adhésion sur le plan agricole, budgétaire, institutionnel. L'élargissement ne doit en aucun cas conduire au démantèlement des politiques communes (politique agricole, fonds régionaux).

Nous voulons redonner un sens à la construction européenne et, pour cela, faire avancer une Europe politique vers plus de démocratie.

Nous ne voulons pas de «grignotage» de notre souveraineté, ni de dilution de la France, nous voulons une souveraineté partagée.

4) CHANGEONS NOTRE DÉMOCRATIE

Par bien des aspects, la démocratie française reste archaïque. La justice doit être indépendante du pouvoir politique(...) Les nominations de magistrats ne doivent plus être soumises au pouvoir politique.

Le ministre de la Justice, tout en fixant, dans le cadre des lois votées par le Parlement, les orientations de la politique pénale nationale et en veillant à sa cohérence sur l'ensemble du territoire, ne pourra plus intervenir, de quelque manière que ce soit, dans les affaires judiciaires individuelles. La carrière de tous les magistrats, du Siège comme du Parquet, relèvera du seul Conseil Supérieur de la Magistrature, rendu totalement indépendant du pouvoir politique.

(...) Nous voulons une justice accessible, rapide, moderne et respectueuse des droits. Une justice accessible: grâce au développement des maisons de justice, lieu d'information, de médiation, de conseil ; grâce à la participation des citoyens aux juridictions et grâce à une large extension de l'aide juridictionnelle pour les plus démunis.

Une justice rapide et moderne: grâce au développement du juge de proximité, la redéfinition et la rationalisation de la carte judiciaire, la simplification des procédures civiles, l'augmentation des crédits de la justice. Une justice respectueuse des droits: le recours à la détention doit être strictement limité avant un jugement, en particulier pour les mineurs, l'indemnisation des détentions injustifiées devant être améliorée.

Le caractère contradictoire de la procédure d'instruction sera renforcé. (...)

Nous raccourcirons et harmoniserons la longueur des mandats électifs et fixerons à 5 ans la durée de tous les mandats politiques(...)

Nous limiterons strictement le cumul des mandats et des fonctions politiques(...)

Nous inscrirons dans la Constitution l'objectif de parité hommes-femmes(...) Nous limiterons le recours à l'article 49 alinéa 3 aux lois les plus importantes-.Nous faciliterons la création des commissions parlementaires d'enquête. La modernité, dans une démocratie, c'est donner un véritable statut à l'opposition. Nous le ferons (...)

La modernité, c'est réformer l'Etat. Il ne faut pas"moins d'Etat», ni «plus d'Etat», mais «mieux d'Etat», c'est-à-dire un Etat efficace. Pour une moralisation de la vie publique, il ne faut plus un Etat désinvolte avec le droit, mais un Etat qui fasse de la justice un fondement effectif de la démocratie. Nous voulons un Etat au service de tous et non confisqué par quelques-uns. Nous voulons un Etat renouvelé, pour une société rassemblée et une Nation ouverte (...). ■

> « Fidèles à toute l'histoire de la construction européenne, nous nous opposons à sa dérive libérale. Nous voulons une approche dynamique et non comptable de l'Europe »

RPR-UDF : « Un nouvel élan »

PAR LA DISSOLUTION, en redonnant la parole aux Français, le président de la République a pris une décision courageuse, de nature à proposer au pays, après un effort de remise en ordre, le nouvel élan, la confiance, la stabilité et les perspectives d'avenir dont il a aujourd'hui le plus urgent besoin. La France évitera ainsi de perdre un an dans la bataille pour la croissance et l'emploi. Cela nous mettra en position de force dans les débats européens qui s'annoncent.

Ensemble, nous avons tout pour réussir le tournant de l'an 2000. Nous affirmons une ambition : faire gagner la France, partout et toujours. Les socialistes avaient laissé un pays en récession, en faillite. Sous les deux septennats de François Mitterrand, les inégalités se sont accrues. Les Français payent encore le prix de ces erreurs. La France ne peut pas recommencer.

Depuis 1993, la majorité redresse le pays. Aujourd'hui, notre projet marque un nouvel élan :

– pour instaurer une nouvelle démocratie et un Etat moderne ;

– pour libérer l'initiative au service de l'emploi ;

– pour rénover notre modèle social afin de mieux protéger ;

– pour faire de la France le moteur d'une Europe plus proche du citoyen.

Pour réussir ce nouvel élan, la majorité unie s'engage délibérément sous le signe du dialogue et de la générosité au service de la réforme et de la solidarité.

1) L'ÉTAT

Un Etat efficace au service des citoyens, c'est un Etat plus proche, économe, recentré sur ses missions essentielles.

Nous ferons baisser les impôts en rendant l'Etat plus efficace et plus économe. Tous nos voisins en ont fait la démonstration : là où l'impôt baisse, le chômage recule.

– stabiliser les dépenses publiques afin qu'elles ne progressent pas plus vite que les prix.

L'Etat moderne doit affermir son autorité partout où elle est irremplaçable : lutte contre la drogue, contre les intégrismes, contre la délinquance, contre l'immigration illégale et le travail clandestin.

Nous voulons une justice plus efficace, plus accessible, pour garantir la sécurité de chacun et l'égalité des citoyens devant la loi :

– faciliter l'accès des citoyens à la justice par la simplification des procédures, le développement de la conciliation et de la médiation, et la multiplication des maisons de justice.

– réduire les délais de jugement en appel et en première instance.

– adapter l'exécution des peines afin qu'elle se traduise par des sanctions effectives pour les délinquants.

– donner une réponse judiciaire rapide à tous les délits commis par des mineurs.

– aider les victimes et améliorer leur indemnisation.

Restaurer la morale publique, lutter contre les abus de pouvoir et moderniser la vie politique sont pour nous des exigences prioritaires :

– interdire le cumul de plus de deux mandats dont un exécutif (fonction ministérielle comprise) ;

– prévoir un nombre restreint de ministères, limités à 15 ;

– favoriser l'accès des femmes aux responsabilités politiques ;

– modifier le scrutin régional pour donner des majorités stables et cohérentes.

Nous voulons une école qui forme à la citoyenneté, qui ouvre à la culture, qui se rapproche de l'entreprise et qui intègre tous ses enfants :

– favoriser l'égalité des chances de tous les enfants, par une priorité accordée à l'apprentissage des matières fondamentales, par la lutte contre l'illettrisme et par l'éducation artistique ;

– généraliser, dans cet esprit, l'aménagement des rythmes scolaires ;

– offrir à chaque élève son parcours de réussite à l'école et mettre en œuvre une véritable éducation à l'orientation au collège et au lycée ;

– valoriser l'apprentissage et contruire une voie technologique d'égale dignité avec les autres voies de formation, pour mieux préparer les élèves et les étudiants à la vie professionnelle ;

– garantir à chaque établissement scolaire les conditions de son autonomie et de sa sécurité ;

– poursuivre l'application de la réforme de l'université, mettre en place le statut étudiant et renforcer l'insertion professionnelle des étudiants.

Emploi, formation professionnelle, soutien à l'exportation, action sociale, logement, culture : nous ferons progresser la décentralisation, nous ferons le pari du développement local et de la proximité :

– généraliser l'expérimentation avant l'adoption des réformes afin de prendre en compte la diversité des situations locales ;

– assurer un meilleur service de sécurité de proximité par des contrats locaux de sécurité signés entre le maire et l'Etat, notamment pour lutter contre la drogue ; donner aux collectivités locales de nouvelles compétences en matière sociale ;

– attribuer aux régions la totalité de la formation professionnelle, le soutien à l'exportation pour les PME-PMI, une partie de l'aide au logement et des aides à l'emploi, ainsi qu'une partie de la politique culturelle (patrimoine).

2) L'EMPLOI

Libérer l'initiative au service de l'emploi.

Il faut que les efforts de chacun soient récompensés et non, comme trop souvent, pénalisés. Les impôts et les charges étouffent l'économie, nous le savons tous. Nous les baisserons.

– accentuer la réduction des charges sociales pour les bas salaires, par un système stable et compréhensible par tous. Elle permettra ainsi de rendre du pouvoir d'achat aux salariés.

– signer un pacte de modération de la fiscalité locale entre l'Etat et les collectivités locales ;

– poursuivre la baisse de l'impôt sur le revenu et engager la réforme de la taxe professionnelle.

Ce sont les PME qui créent le plus d'emploi. Nous devons encore leur simplifier la vie :

– détaxer les investissements en fonds propres dans les PME, artisanales ou commerciales, réalisés par leurs exploitants ;

– créer un « Livret emploi » qui drainera l'épargne des particuliers vers les PME ;

– créer un chèque emploi-charges sociales pour les très petites entreprises. L'achat de ce chèque libérera l'employeur de toute autre formalité et de toute autre charge ;

– supprimer deux tiers des formulaires demandés aux entreprises ;

Faciliter le quotidien des Français, c'est leur donner les moyens de choisir leur lieu de vie et leur rythme de travail, c'est également faciliter leurs relations avec l'administration :

– étendre le prêt à taux zéro aux logements anciens ;

– réduire les droits de mutation sur les résidences principales ;

– inciter les partenaires sociaux à la négociation sur le temps choisi, afin de mettre en place le compte épargne temps au profit des salariés ;

– élaborer une charte des relations du citoyen avec l'administration avec, pour mots d'ordre, respect et simplification.

Nous motiverons les salariés grâce à un renforcement de la participation et de l'intéressement. La période mitterrandienne a démontré que l'Etat était souvent mauvais actionnaire. Nous poursuivrons les privatisations des entreprises publiques du secteur concurrentiel. Face à la révolution technologique et à la mondialisation, la recherche, l'innovation sont des atouts sûrs pour la France :

– diffuser les technologies de pointe à tous les Français, en particulier en donnant à tous les élèves une formation à l'utilisation d'Internet et du multimédia ;

– valoriser la diffusion des résultats de la recherche fondamentale et encourager la coopération entre recherche publique et recherche privée.

3) LE SOCIAL

Rénover notre pacte social pour mieux protéger ceux qui ont besoin de la solidarité nationale.

Nous préserverons notre modèle social et la solidarité entre les générations. En matière de santé, nous réaffirmons solennellement notre attachement indéfectible au remboursement des soins, à une médecine libérale et au libre choix du médecin par le malade :

– élaborer une grande loi sur la santé publique qui organisera la prévention des grands fléaux modernes et intégrera une politique de l'environnement ambitieuse (eau, air, bruit). Un comité d'éthique sur l'environnement sera institué qui tranchera les grandes questions ;

– poursuivre la consolidation de notre système de retraite ;

– faire bénéficier les plus jeunes de l'expérience des anciens en développant le tutorat en entreprise.

La famille est le lieu où s'exerce la solidarité entre les générations, l'autorité et le respect mutuel. La politique familiale est un investissement pour l'avenir : nous la rendrons encore plus globale, concrète et ambitieuse :

– relever l'âge limite de versement des prestations familiales ;

– encourager toutes les formules d'emploi, de travail choisi pour mieux concilier vie familiale et vie professionnelle.

Nous instaurerons l'« école de la deuxième chance » à chaque étape de la vie :

– offrir une deuxième chance aussi bien à ceux qui ont été exclus du système scolaire, qu'aux chômeurs de longue durée et aux salariés souhaitant réorienter et faire progresser leur carrière ;

– reconnaître le droit à la poursuite ou à la reprise d'études selon le principe de validation des acquits.

Nous garantissons le RMI. Il est un instrument de la cohésion nationale. Il appelle un équilibre entre responsabilité et solidarité pour être un réel instrument de réinsertion. Nous amplifierons la lutte contre toutes les exclusions :

– garantir la mise en place définitive de l'assurance-maladie universelle ;

– mettre en œuvre la loi de cohésion sociale ;

– aider les familles les plus en difficulté, en développant une politique de prévention pour les jeunes enfants par un suivi médical et alimentaire adapté à leurs difficultés ;

– favoriser la généralisation du SAMU social dans les grandes villes.

Enfin, notre pacte social réaffirme nos priorités : donner à chacun un emploi ou une activité, garantir l'accès aux soins et au logement, réussir le pacte de relance pour la ville.

4) L'EUROPE

Faire de la France le moteur d'une Europe proche du citoyen.

Plus que jamais, la France est décidée à défendre ses intérêts. La dimension du monde a changé. Sous l'autorité du président de la République, la France affirmera sa présence dans le monde et poursuivra la modernisation de son outil de défense et du service national. La France est d'autant plus puissante que l'Europe est forte. Elle doit donc en être le moteur. L'Europe, c'est la paix et la prospérité pour les Français, c'est l'indépendance de la première puissance commerciale du monde, bientôt dotée de sa propre monnaie :

– défendre nos intérêts commerciaux sur la scène internationale, en premier lieu ceux de notre agriculture dans les prochaines négociations ;

– réussir le passage à l'euro au 1er janvier 1999 pour simuler la croissance et l'emploi ;

– faire mieux prendre en compte la spécificité et les intérêts des DOM-TOM par l'Europe.

Mais pour nous, l'Europe doit être aussi une Europe de la sécurité, une Europe de la proximité, une Europe de la démocratie. Le modèle social français doit inspirer la future Europe sociale :

– assurer la sécurité des citoyens en renforçant la coopération policière, douanière et judiciaire contre tous les trafics ;

– améliorer et démocratiser les mécanismes de décision pour garantir la primauté du politique ;

– instaurer une véritable Europe sociale qui évite la concurrence déloyale entre pays européens, grâce à la constitution d'un espace européen.

L'Europe doit être une force de paix, de rassemblement et de rayonnement :

– élargir l'Europe, après la réforme des institutions, aux pays d'Europe centrale et orientale qui sont prêts à nous rejoindre.

Nous sommes attachés aux valeurs républicaines, celles de l'idéal humaniste : la tolérance, la fraternité, la responsabilité et le patriotisme. Offrons à nos jeunes en l'an 2000 une société plus juste, plus fraternelle, plus prospère, plus respectueuse de l'environnement et capable de faire face aux grands défis de la société actuelle. ■

Gaullistes et centristes vantent les mérites d'un libéralisme tempéré par la participation

Alain Juppé accuse les socialistes de préconiser « une relance artificielle »

Alain Juppé, Edouard Balladur et François Bayrou ont célébré, jeudi 1er mai à Port-Marly, dans les Yvelines, en compagnie de nombreux ministres, le trentième anniversaire des ordonnances de 1967 sur la participation. Le premier ministre a opposé, à cette occasion, la *« relance artificielle »* promise selon lui par la gauche à la *« croissance durable »* voulue par l'union RPR-UDF.

DIRIGISME ou initiative ? *« Relance artificielle »* ou *« croissance durable »* ? C'est en ces termes qu'Alain Juppé a résumé le choix offert aux Français, jeudi 1er mai à Port-Marly (Yvelines). *« D'un côté, la relance promise par le PS et le PC, artificielle et bureaucratique, par l'augmentation des dépenses publiques : c'est un coup de vieux pour la France. De l'autre côté, la croissance que nous voulons amplifier, durablement créatrice d'emplois, grâce à la baisse des charges, dans le respect de notre modèle social »*, a précisé le premier ministre. Evoquant l'un des six chantiers que la nouvelle majorité devrait ouvrir dans les six premiers mois de la prochaine législature, celui sur *« les relations du travail »*, M. Juppé a aussi annoncé une *« grande loi d'orientation portant réforme de la formation professionnelle »*.

Prévue de longue date mais transformée à la hâte en réunion électorale, la *« fête de la participation »*, organisée par le RPR à destination de ses militants des sections professionnelles, fut l'occasion de doubles retrouvailles : celles d'Edouard Balladur, applaudi par deux mille délégués debout, avec la branche la plus populaire du mouvement néogaulliste ; celle de la famille démocrate-chrétienne, par la voix de François Bayrou, président de Force démocrate, avec le *« prophète »* de Gaulle, que les centristes contestèrent parfois.

Dans un retour historique sur la fin des années 60, M. Bayrou a établi une sorte de parallèle avec la période actuelle *« où, une nouvelle fois, peut-être la dernière de ce siècle qui clôt un millénaire, il est donné à la France de choisir la forme de son destin »*. Traitant du concept de participation sur le plan politique, le ministre de l'éducation nationale a ainsi justifié la dissolution de l'Assemblée nationale : *« Nos concitoyens ont connu les alternances. Ils en ont éprouvé les successives déceptions. (...) C'est pourquoi ils ne donnent plus de blanc-seing. Ils n'acceptent plus d'être simplement consultés tous les cinq ou sept ans et de voir leur sort leur échapper durant l'intervalle qui sépare deux élections. »*

M. Balladur, qui fut, comme conseiller de Georges Pompidou, le rédacteur des ordonnances de 1967, a prôné un développement de la participation, son introduction dans la fonction publique, et la généralisation de l'association des salariés aux conseils d'administration des entreprises. *« Nous avons le devoir moral de résoudre la question sociale, telle qu'elle se posera au XXIe siècle »*, a affirmé l'ancien premier ministre, en estimant que *« la gauche n'a pas qualité pour apporter cette réponse »*. Puis, M. Balladur s'est interrogé à haute voix sur ce mot, *« libéralisme »*, qui trouble tant la majorité depuis le début de la campagne et que M. Juppé, dans son discours, s'est gardé de prononcer. *« Moi, la liberté me convient très bien*, a dit M. Balladur. *Si c'est du libéralisme, c'est un libéralisme qui est d'abord le nôtre, c'est-à-dire qu'il est ordonné, mais aussi partagé, qu'il est soumis à des règles, qu'il ne s'agit pas de créer une société sauvage, où tout serait permis à quelques-uns. »* Mardi, toujours dans les Yvelines, Philippe Séguin avait parlé d'un *« libéralisme légitimé, tempéré, corrigé »*.

Jean-Louis Saux

Vive polémique autour des chiffres du chômage

LA POLÉMIQUE sur les statistiques du chômage a redoublé le jour de la fête... du Travail, au lendemain de la publication, mercredi 30 avril, des données de mars, qui traduisaient une baisse de 0,2 % du nombre de demandeurs d'emploi (*Le Monde* du 2 mai). Alain Juppé *« truque les chiffres »*, a dénoncé Lionel Jospin, mercredi, à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Le premier secrétaire du PS s'est dit *« scandalisé »* de le voir oublier que, en juin 1995, le gouvernement avait changé le mode de comptabilisation des chômeurs, excluant du *« baromètre officiel »* les 286 000 personnes qui, à l'époque, étaient inscrites à l'ANPE tout en exerçant une activité mensuelle de plus de soixante-dix-huit heures.

La réplique du premier ministre est venue de Port-Marly, où M. Juppé a répété que la législature socialiste (1988-1993) s'était soldée par 700 000 chômeurs de plus. Mais comment peut-il contester, contre toute évidence, que le changement de mode de calcul lui a profité ? Sous l'effet de la flexibilité croissante du marché du travail, le nombre des chômeurs ayant une activité réduite n'a cessé d'augmenter et dépasse aujourd'hui 360 000, selon l'ANPE. *« A normes statistiques inchangées*, assure François Hollande, porte-parole du PS, *le chômage a augmenté de 450 000... »*

Le PS oublie de dire que c'est lui qui avait enclenché cette mécanique, comme le lui a rappelé le ministre du travail, Jacques Barrot, dans un communiqué publié le 1er mai. Alors ministre du travail (1991-1993), Martine Aubry avait pris un décret, en février 1992, qui précisait que les chômeurs considérés comme *« immédiatement disponibles »* devaient avoir travaillé moins de soixante-dix-huit heures dans le mois. Le gouvernement d'Edith Cresson rapprochait la norme française de celle, très restrictive, du Bureau international du travail. Par ailleurs, la baisse des entrées à l'ANPE en février et mars accréditerait l'idée que le transfert en cours de l'inscription des chômeurs de l'ANPE vers les Assedic entraîne une *« évaporation »* de certains demandeurs d'emploi. Mais au-delà des chiffres, c'est bien la définition même du chômage qui est en cause, une norme trop restrictive étant incapable de rendre compte de ce « halo » du chômage que constitue le sous-emploi chronique frappant environ 2 millions de personnes.

Jean-Michel Bezat

Hajer, vingt et un ans, attend sa naturalisation et ne votera pas

C'EST UN IMMEUBLE GRIS, avec des rambardes vertes et une entrée orange. Un joli orange, assez doux, qui fait comme du soleil sur le visage. Il y a un balcon, d'où l'on voit la ville et sur lequel on peut faire pousser des fleurs, quand elles veulent bien. Et même si la baignoire s'obstine à s'écailler sans raison, même si les notes du chauffage électrique sont astronomiques et s'il arrive qu'on le coupe quand cela devient vraiment trop cher, ici, quand la famille est arrivée, cela ressemblait presque à un paradis.

VU PAR

Ils étaient six, alors : les parents et leurs quatre filles. La petite dernière est née peu de temps après le déménagement. Elle n'a jamais connu le rez de chaussée de 35 mètres carrés dans lequel son père, sa mère et ses sœurs avaient vécu, seize ans durant, dans une seule pièce. Seize ans pendant lesquels Aïcha, la mère, n'a cessé de réclamer de la mairie, de l'office HLM, de qui voulait bien l'entendre, un appartement décent. La réponse était toujours la même : on savait bien qu'elle était en règle et que son mari, agent d'entretien dans une grosse association caritative, avait toujours travaillé.

On lui disait qu'elle était prioritaire, mais qu'il n'y avait pas assez de logements, dans cette banlieue de Paris, pour tous ces gens qui en demandaient. Ou, quand il y en avait, qu'ils étaient trop petits pour sa famille trop nombreuse. Aïcha avait du mal à comprendre qu'on lui refuse des appartements qui faisaient le double du sien, en lui disant qu'ils étaient trop exigus pour elle. A force de réclamer, elle avait fini par agacer. A force d'agacer, elle avait fini par obtenir ce logement neuf de 95 mètres carrés. Elle s'était toujours demandée si c'était pour ne plus la voir qu'ils avaient fini par céder.

Les jumelles, Hajer et Najla, auront vingt-deux ans en juillet. Elles passent cette année, toutes les deux, leur licence d'histoire. Elles avaient dix-huit mois quand leur mère a quitté la Tunisie pour s'installer en France. Elles ne voteront pas, car elles ne sont toujours pas françaises. *« A la préfecture, on nous a répondu qu'il faudrait attendre entre dix-huit mois et deux ans pour avoir la nationalité française. On nous a expliqué que c'était une faveur, pas un droit »*, raconte Hajer de sa voix douce. Il avait fallu des années pour convaincre le père de les laisser réunir les papiers nécessaires à leur naturalisation, des dizaines de coups de téléphone pour enfin obtenir un rendez-vous à la préfecture au mois de novembre, et pour pouvoir enfin déposer leur dossier en février. Maintenant, il faut attendre et attendre encore. Hajer dit qu'elle a eu le temps d'apprendre la patience. *« Le sentiment d'être mis de côté*, dit-elle, *j'ai grandi avec ça, et ce n'est pas demain que ça va changer. »*

SOLIDAIRE DES SANS-PAPIERS

En 1995, à la fac, ses condisciples lui disaient : *« Tu t'en fous, toi, de l'élection présidentielle, tu n'es pas française ! »* C'était faux, mais elle avait laissé dire. Elle aurait voté Voynet ou « Arlette » au premier tour, et Jospin au second, si elle avait pu. Elle pense qu'après les législatives *« la droite ou la gauche ne vont pas se gêner pour annoncer un plan d'austérité »*, que les hommes politiques promettent toujours des emplois et une baisse des impôts et ne tiennent pas parole. Dans sa ville, elle voit les friches industrielles remplacer les entreprises *« cassées »* et *« la vie qui devient de plus en plus morte, sauf autour du centre commercial »*.

Elle croit se rappeler qu'un président de la République avait promis le droit de vote aux immigrés, et qu'il ne s'était rien passé. Elle a vu la différence entre les discours et les actes de la municipalité communiste où elle a passé toute sa vie. Comme pour se consoler, elle se dit que le droit de vote *« n'est qu'un des aspects de la citoyenneté »*. Elle est allée, seule, à toutes les manifestations contre la loi Debré : *« Il fallait être là, pour dire "non". »* Elle est solidaire des sans-papiers. Elle est descendue dans la rue, elle, la si timide, à l'automne 1995. *« Prendre conscience, ne pas être indifférent, être concerné par ce qui se passe, c'est ça aussi être citoyen »*, mais elle aurait aimé voter, quand même, sûrement, ne serait-ce que pour *« faire barrage à Le Pen »*. Et pour la gauche, malgré les illusions perdues.

Aïcha, elle, a de la peine : *« Quand on ne vote pas, ça veut dire qu'on n'est rien du tout. » « Moi, je suis immigrée partout : en France et en Tunisie. Mes filles, si elles votaient, seraient enfin de quelque part. »* Le jour où ce sera enfin possible, elle rêve du moment où elle les accompagnera jusqu'à la porte du bureau de vote. *« Alors, alors seulement*, dit-elle, *je me dirai qu'elles sont enfin comme tout le monde. Adoptées. »*

Agathe Logeart

La possible candidature de Jacques Calvet ravive les passions à Levallois-Perret

LA CANDIDATURE de Jacques Calvet dans la 5e circonscription des Hauts-de-Seine (Levallois-Clichy), envisagée il y a plusieurs semaines par les instances nationales du RPR pour calmer le jeu entre partisans et adversaires du député sortant et ancien maire RPR de Levallois-Perret, Patrick Balkany, risque bien aujourd'hui de mettre le feu aux poudres.

Les dirigeants du mouvement néogaulliste voulaient éviter un nouveau choc frontal entre le maire RPR de Levallois, Olivier de Chazeaux, et son prédécesseur à l'hôtel de ville. Non contents de l'avoir battu lors des élections municipales de 1995, le jeune chiraquien avait réussi à le faire condamner à deux ans d'inéligibilité pour prise illégale d'intérêts. Dès lors, les plaies nées de la campagne électorale pour les municipales risquaient d'être remises à vif, d'autant qu'Isabelle Balkany n'avait pas caché que si *« Patrick »* ne pouvait se présenter, elle affronterait elle-même M. de Chazeaux pour laver l'honneur de la famille.

Le RPR avait suggéré un parachutage. Les noms de Xavier Emmanuelli puis de Corinne Lepage avaient circulé. Finalement, les dirigeants du parti néo-gaulliste avaient approché Jacques Calvet, qui doit quitter la tête du groupe PSA à l'automne 1997 et n'avait jamais caché son envie de se recycler dans la politique.

La dissolution a précipité les choses, et M. de Chazeaux a été investi par les deux partis de la majorité pendant que le RPR suggérait à M. Calvet de s'intéresser plutôt au département de l'Essonne pour un tandem avec Serge Dassault. Cette proposition ne l'a pas séduit. Jeudi 1er mai, M. Calvet a indiqué à l'AFP : *« Je confirme très clairement que je suis en train de songer à poser ma candidature* [dans les Hauts-de-Seine] », ajoutant qu'il prendrait sa décision après avoir recueilli *« les réactions de ceux qui sont, d'ores et déjà, candidats »* . M. Calvet étant disposé à aller au combat *« si Olivier de Chazeaux acceptait d'être son suppléant »*. Cette démarche est appuyée par six élus de la majorité municipale, dont le premier adjoint, Philippe Wajnglas.

LUTTE FRATRICIDE

Cette annonce n'a pas entamé la détermination d'Olivier de Chazeaux : *« Il y a une rumeur. M. Calvet souhaiterait être candidat. Il se réveille aujourd'hui*, commente-t-il. *Moi, j'ai reçu une mission de la part des instances nationales et je la mènerai à terme. Je ne connais pas M. Calvet, je n'ai jamais eu de contact avec lui, mais je constate une chose : il a soixante-cinq ans. Il a peut-être envie de se ménager une retraite, mais ce n'est pas comme ça qu'on procède. »* Pas question donc pour lui de former le « ticket » voulu par M. Calvet. M. de Chazeaux ajoute aussi : *« Tout le monde connaît ses positions sur l'Europe et le traité de Maastricht. Nous sommes bien loin du nouvel élan pour la France. »*

Sans vouloir prendre ouvertement position dans cette affaire, certains responsables du RPR ne cachent pas, en privé, que le maire de Levallois *« a de plus en plus tendance à se balkanyser »* et que *« si Calvet y va, de Chazeaux est mal »*. Une lutte fratricide qui pourrait faire l'affaire de la candidate de la gauche, Catherine Lalumière (PRS), ancien ministre socialiste et soutenue par le PS.

Jean-Claude Pierrette

Lionel Jospin félicite Tony Blair pour sa « magnifique victoire »

LE PREMIER SECRÉTAIRE du PS, Lionel Jospin, a adressé à Tony Blair, vendredi 2 mai, ses *« chaleureuses félicitations personnelles et celles des socialistes »* après la *« magnifique victoire »* des travaillistes en Grande-Bretagne. *« Je me réjouis que les Britanniques aient su, pour changer d'avenir, changer de majorité »*, a-t-il ajouté. Pour François Hollande, porte-parole du PS, l'ampleur du succès des travaillistes *« témoigne du rejet du thatchérisme en Angleterre au moment où certains en France continuent contre toute raison d'en faire leur référence »*.

Le secrétaire national du PCF, Robert Hue, a évoqué quant à lui *« un résultat satisfaisant »*, tout en précisant qu'*« il n'était pas sûr que Tony Blair apporte de grands changements »*. Soulignant que le leader travailliste *« se réclame davantage du centre que de la gauche »*, M. Hue a plaidé pour *« une gauche bien à gauche »* en France.

Jean-François Mancel affirme que « les socialistes se trompent d'époque »

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL du RPR, Jean-François Mancel, a estimé, jeudi 1er mai, que la victoire des travaillistes anglais *« vient de creuser un peu plus les rides des ambitions archaïques de la coalition socialo-communiste de M. Jospin »*. *« C'est parce qu'ils se sont débarrassé de leurs vieilles lunes que les travaillistes ont gagné »*, affirme M. Mancel, en observant que *« le succès de Tony Blair est d'avoir su faire table rase de toutes les idées rangardes que le PS français vient pour sa part de ressortir des placards et de la poussière : le retour au dirigisme et aux nationalisations, à la dépense publique et aux augmentations d'impôts. »*

L'accord gauche-Verts contre le FN ne porte que sur cinq circonscriptions

LE PS, LE PCF, le Parti radical-socialiste et les Verts ont conclu un accord, mercredi 30 avril, pour présenter, au premier tour des législatives, un candidat unique dans cinq circonscriptions *« à forte influence Front national »*. Deux sont réservées à une candidate socialiste – Birgitta Hessel dans la deuxième d'Eure-et-Loir et Odette Casanova dans la première du Var –, la première des Pyrénées-Orientales est attribuée à Jean Vila (PCF), la huitième de Seine-Saint-Denis revient à Jean-Luc Bennahmias (Verts) et la neuvième du Nord à la candidate radicale-socialiste Colette Huvenne. Cet accord correspond au nombre de circonscriptions fixé au départ par le PCF, qui arguait du délai très bref et d'une réticence de ses fédérations. Le secrétaire national du parti, Robert Hue, s'est défendu de *« faire obstacle »* à l'accord qui, à l'origine, portait sur une quarantaine de circonscriptions. Le Mouvement des citoyens a protesté contre *« son éviction »* des discussions.

DÉPÊCHES

■ **CHER : le ministre délégué aux finances et au commerce extérieur,** Yves Galland (UDF-rad), qui avait été investi par la majorité RPR-UDF dans la première circonscription du Cher, a annoncé le 30 avril qu'il retirait sa candidature *« pour ne pas prendre le risque de faire élire un socialiste »*. M. Galland avait été investi après la décision de Jean-François Deniau (UDF-PR) de ne pas se représenter. Yves Fromion (RPR), qui était le suppléant de M. Deniau, avait fait connaître son intention de se porter candidat.

■ **LOIRET : Xavier Deniau, soixante-quatorze ans, député sortant RPR** de la quatrième circonscription du Loiret et frère de Jean-François Deniau, député sortant UDF-PR du Cher, a choisi comme suppléant son propre fils, François-Xavier, actuellement directeur adjoint au cabinet du ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette.

■ **INDRE-ET-LOIRE : le comité départemental du RPR d'Indre-et-Loire** a apporté, mercredi 30 avril, un net soutien à Michèle Beuzelin, qui s'est mise en congé du parti néogaulliste pour se présenter dans la première circonscription face au candidat investi par la majorité, Renaud Donnedieu de Vabres (UDF-PR), directeur de cabinet de François Léotard. Le président départemental du RPR, Bernard Debré, et le député sortant de la cinquième circonscription, Philippe Briand, n'ont pas pris part au vote.

■ **HAUTE-CORSE : Vincent Carlotti, le candidat investi par le PS et le PRS** dans la deuxième circonscription de Haute-Corse, a déclaré forfait, jeudi 1er mai, pour cause d'inéligibilité. M. Carlotti avait omis de se faire réinscrire sur les listes électorales après sa radiation de celle de la commune d'Aléria (Haute-Corse), dont il avait été le maire de 1989 à 1995.

■ **VERTS : la formation écologiste de Dominique Voynet présentera 410 candidats.** Dans 29 circonscriptions, le PS ne présentera pas de candidats contre les Verts, au terme de l'accord programmatique et électoral signé mercredi 30 avril. Dans 79 circonscriptions, les Verts ne présenteront pas de candidat face au PS. Les fédérations du PCF, du MDC et des Verts ont conclu un accord pour des candidatures communes ou des soutiens mutuels dans quatre des cinq circonscriptions de l'Aisne.

■ **ÉVÊQUES : l'Eglise catholique appelle les électeurs** à la *« réflexion »* avant les législatives et rappelle que *« le vote engage la responsabilité de chaque électeur pour la construction d'une société où la fraternité entre les hommes et le respect de chacun soient pleinement reconnus »*, selon un communiqué de Mgr Louis-Marie Billé, président de la Conférence des évêques de France, publié mercredi 30 avril.

■ **AGRESSION :** François Hollande, porte-parole du PS, a indiqué, mercredi 30 avril, que les socialistes ont exprimé lors de la réunion de leur Bureau national leur *« solidarité à l'égard de Jacques Delors, victime d'une agression à Grenoble par un commando d'extrême droite »*. L'ancien président de la Commission européenne a été agressé, mardi, par des personnes se réclamant d'un *« comité anti-Maastricht »* qui l'ont aspergé de crème à raser, coiffé d'une tarte à la crème et légèrement blessé au menton alors qu'il s'apprêtait à donner une conférence sur l'Europe à l'institut d'études politiques de Grenoble. M. Delors a refusé de porter plainte. En revanche, la mairie de Grenoble ainsi que l'IEP ont décidé de le faire.

Manifestation du 1er mai sans incident en Guyane

APRÈS DEUX SEMAINES de troubles liés à l'arrestation de syndicalistes et de militants indépendantistes guyanais et à leur incarcération en Martinique (*Le Monde* du 30 avril), la manifestation du 1er mai à Cayenne s'est déroulée sans incident. Deux mille personnes selon la police, six mille selon les organisateurs, ont défilé dans les rues du chef-lieu de la Guyane, ce qui témoigne d'une forte mobilisation. La veille, l'un des responsables de l'Union des travailleurs guyanais, Fabien Canavy, avait été libéré. A Paris, plus de trois cents Guyannais et sympathisants ont défilé, dans le cortège unitaire syndical, en scandant *« Halte, halte à la répression, il est fini le temps des colonies ! »*. Les manifestants portaient des écriteaux sur lesquels étaient inscrits les noms des militants emprisonnés.